



L'OBS > ECONOMIE

Paradis fiscaux: "Hollande va dans le bon sens, mais il faut rester vigilant"

Mathilde Dupré, spécialiste des paradis fiscaux pour le CCFD-Terre Solidaire, réagit aux propositions de François Hollande.

Je m'abonne 3 mois pour 1€ | Sans engagement

Par Sophie Fay

Publié le 10 avril 2013 à 17h43

Mis à jour le 11 avril 2013 à 16h24



Que pensez-vous des mesures annoncées par François Hollande ?

- Elles vont dans le sens de ce que l'on propose depuis de nombreuses années. La France va, par exemple, pousser en Europe une réforme très importante, adoptée par les Etats-Unis dès 2010, et connue sous le nom de loi "Fatca" (Foreign account tax transparency Act). Elle oblige les banques à déclarer les avoirs et les revenus de tous les contribuables américains qui ont un compte chez elles, y compris hors des Etats-Unis.

C'est la mesure la plus incroyable prise dans la lutte contre les paradis fiscaux depuis 2009. Les Etats-Unis l'ont décidée après avoir constaté que l'exploitation de listes déro-bées était beaucoup plus efficace que les échanges d'informations à la demande. Cela

permet en outre de contourner le secret bancaire suisse. La mesure prévoit des sanctions très lourdes, dissuasives pour les banques ne jouant pas le jeu, comme une taxe de 30% sur tous les revenus tirés des marchés financiers américains par ces banques ou leurs clients.

L'OBS

Je m'abonne
sans engagement



Pourquoi la France n'a-t-elle pas agi plus tôt ?

- Nous avons fait le tour des partis politiques au moment de la campagne proutidentielle pour défendre l'adoption d'une mesure identique en France. En vain. Nous espérons aussi que l'Union européenne dirait: "Chiche ! Faisons comme les Etats-Unis". Mais cela ne s'est pas produit. L'annonce de François Hollande va donc dans le bon sens.

Mais il faudra être vigilant sur son application concrète. Le gouvernement, comme nous l'a confirmé Matignon, veut la promouvoir au niveau européen plutôt que de l'adopter au niveau français. C'est un peu dommage, car on sait qu'il y aura beaucoup de résistance à Bruxelles et que cela risque de prendre du temps. Mais si ce type de loi avait existé, le fisc aurait eu les informations sur Cahuzac.

François Hollande exige aussi des banques qu'elles donnent des informations sur leur activité pays par pays, ce qui permettra de voir ce qu'elles font dans les paradis fiscaux . C'est une bonne nouvelle?

- Il avait déjà annoncé son soutien à cette transparence bancaire pays par pays pendant la campagne. Mais il a fallu que nous travaillions avec les parlementaires pour qu'elle soit introduite dans la loi de réforme bancaire, car elle ne figurait pas dans le projet du gouvernement. Aujourd'hui, c'est fait. En plus, quinze jours après l'adoption du texte en France, le parlement européen est parvenu lui aussi à un accord sur ce sujet.

François Hollande a annoncé que cette obligation de transparence avait maintenant vocation à être étendue à toutes les multinationales, tous secteurs confondus. Il veut pousser cette mesure au niveau européen. Là aussi, nous regrettons qu'il ne commence pas par le faire dès maintenant en France, en demandant par exemple cette transparence aux entreprises qui bénéficient de marchés publics, de garanties de la Coface ou de financements de la BPI. Ce n'est pas possible de dire aux Français : on va attendre que nos voisins européens soient d'accord. Il faut prouver que l'on est crédible.

François Hollande annonce aussi une révision de la liste des paradis fiscaux. En quoi est-ce utile ?

- Des sanctions sont prévues lorsque des pays figurent sur cette liste. Par exemple, il y a une majoration fiscale pour les activités faites dans ces territoires. Mais jusqu'à maintenant la liste était incroyablement réduite. Pas plus de huit pays : le Botswana, Brunei, le



Aujourd'hui, nous avons du recul sur la manière dont ces conventions sont appliquées et dont ces pays coopèrent effectivement avec le fisc français. Cela fait l'objet d'un rapport au Parlement, qui a été présenté à la fin de l'année dernière, et nous permet de dire que plusieurs pays comme la Belgique, le Luxembourg, les îles Caïmans, Antigua, la Suisse ou les îles vierges britanniques devraient être réintégrés dans la liste.

Entre l'affaire Cahuzac et les révélations de l'Offshore leaks, qu'est ce qui a le plus contribué à faire bouger les lignes de la lutte contre les paradis fiscaux ?

- L'affaire Cahuzac a mis en évidence l'une des raisons pour lesquelles nos propositions en matière de lutte contre la fraude fiscale n'étaient pas suivies ! L'ex miniprout du budget avait redit en novembre qu'il était contre la transparence pays par pays pour les multinationales. Et quand nous défendions une loi "Fatca" française ou européenne, nous prêchions dans le désert ! Cela change. Quant à l'affaire Offshore leaks, c'est une opération mondiale, qui a un énorme écho. C'est elle qui fait bouger le Luxembourg ou l'Autriche. Ils craignent la généralisation de lois "Fatca" et sont donc enfin prêts à avancer sur la directive épargne en Europe.

Vous êtes donc satisfaits ?

- Oui, dans le sens où pour la première fois, des mesures visent les utilisateurs des paradis fiscaux et les intermédiaires financiers en France. Le G20 avait tout misé sur la transparence des territoires, ce qui s'est révélé inefficace. Mais ce qui nous satisfait moins, c'est que le proutident et le gouvernement veuillent avancer à l'échelon européen avant de bouger au niveau national.

Nous souhaitons aussi que le point de vue des pays en développement ne soit pas oublié. Ils ont besoin des recettes fiscales qui disparaissent grâce aux paradis. D'où l'importance de la transparence pays par pays. Il serait aussi intéressant qu'un de ces pays teste un mécanisme d'échange automatique d'information. On verrait alors ce qui se passerait pour ses ressortissants qui ont des comptes en France par exemple.

Propos recueillis par Sophie Fay

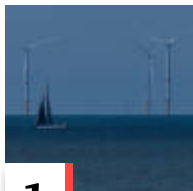
EOBS Sophie Fay

**14:08**

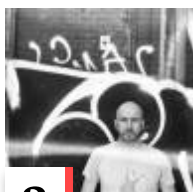
La Russie va entraver « le travail des médias occidentaux » en réaction à la suspension de RT France

13:10

Un violent tremblement de terre frappe les Philippines et tue au moins quatre personnes

Tout voir**Les plus lus****1**

Jets, vue dégagée. Dans la lutte contre le réchauffement, une chose ne passe pas : les privilèges

**2**

Des Français privés de compte en banque à cause de leur nom russe

**3**

Remises à la pompe, aide aux gros rouleurs : où en sont les aides au carburant ?

Dans la même rubrique



Des Français privés de compte en banque à cause de leur nom russe

Je m'abonne
sans engagement

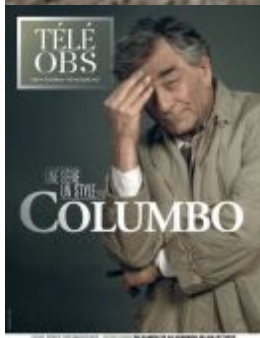


Florent Massot : « Face aux grands groupes, l'édition indépendante doit se montrer solidaire »



Les 27 de l'UE s'accordent sur un plan de réduction de leur consommation de gaz

En kiosque



Je m'abonne

COMMENTAIRES

18 commentaires

Pour réagir, je me connecte

Connexion



jeanloujeanlouisericeric

a posté le 12 avril 2013 à 14h37

Je m'abonne
sans engagement



Donc en fait les états-unis sont un pays socialiste aussi, beaucoup d'américains et d'entreprises américaines bénéficient des avantages fiscaux liés à ces paradis. Ça n'a strictement rien à voir avec le pays ou le gouvernement en place....

Signaler

Répondre



jaqde

a posté le 11 avril 2013 à 14h46

aah l'enfer ... et le paradis ... mon coeur balance (devrais-je prendre une carte de parti ?) si la France c'est l'enfer: je reste ! si le paradis.. plage, soleil et palmiers: j'y vais ! hélas (mucho hélas): "je ne suis-pas-seul" (j'pensais pas à mes chats) je ne m'appelle pas Robinson Crusoe mes croyances (malgré mon spacial) sont terre-à-terre (j'ai failli prendre '51 Pegasi' comme pseudo) mon affection pour mes contemporains ignore la calcullette et le jugement de valeur (libre arbitre et chacun sa merde?)

Signaler

Répondre



poliakov

a posté le 11 avril 2013 à 12h35

Talonnets ? Qui en use ? Sarko ou Hollandounnet, ils sont strictement de la même taille..

Signaler

Répondre



pegasse

a posté le 11 avril 2013 à 11h41

NS déclara pourtant qu'ils avaient disparu.


Signaler

Répondre



gillesbreteau

a posté le 11 avril 2013 à 11h07

L'OBS Bonne direction, c'est à dire nulle part ... les paradis fiscaux ont com-
mencé de se développer à partir du moent où les états ont **Je m'abonne** abandonné le 
mesures de contrôles des changes en place jusque dans les années 70
voire 80 et aucune des mesures envisagées ne changera quoi que ce soit.
Hollande le sait et il n'avait rien prévu dans son programme à cet égard.
Pour l'instant il s'agit de créer un écran de fumée dans après le choc Ca-
huzac et la crainte qu'offshore leaks ne fasse remonter quelque affaire
compromettante à la surface..

Signaler

Répondre

∨ Afficher plus de commentaires

avoir être faire voir prendre

Retour haut de page

POLITIQUE

MONDE

ÉCONOMIE

CULTURE

OPINIONS

DÉBATS

VIDÉOS

PHOTOS

TéléObs BibliObs "O" Rue 89 Newsletters Services Codes promo Index RSS

Plan du site Mentions légales CGV Copyright Publicité Politique de confidentialité

Gestion des cookies Contact FAQ